

Newsletter, 25-28 mars 2019

Session plénière

Strasbourg

Le Parlement décide de nouvelles règles relatives au droit d'auteur en ligne

L'accord conclu provisoirement en février sur les règles relatives au droit d'auteur sur internet sera mis aux voix en plénière mardi.

5

Le Parlement donnera son feu vert à l'interdiction des plastiques jetables

Les députés devraient approuver jeudi l'interdiction des produits plastiques à usage unique comme les assiettes, les couverts, les pailles et les bâtonnets de coton-tige à partir de 2021.

6

Le Parlement votera sur la réduction des émissions de CO2 des voitures

Les projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre des voitures et camionnettes d'ici 2030, déjà définis de manière informelle avec les ministres de l'UE, seront votés mercredi.

7

Vote sur la fin du changement d'heure saisonnier

Mardi, les députés se prononceront sur la proposition visant à mettre un terme au changement d'heure saisonnier à compter de 2021.

8

Vers un marché de l'électricité plus propre et favorable aux consommateurs

De nouvelles règles visant à créer un véritable marché européen de l'électricité plus propre, compétitif et favorable aux consommateurs feront l'objet d'un vote mardi.

9

Vote sur des réformes en profondeur pour lutter contre les crimes financiers et fiscaux

Suite à divers scandales de plusieurs milliards d'euros, le PE devrait adopter mardi une feuille de route détaillée pour réorganiser la fiscalité et lutter contre la criminalité financière.

11

Le Parlement adoptera sa position sur la réforme du secteur du transport routier

Mercredi, les députés voteront sur la modification des règles sur le détachement des conducteurs afin de lutter contre les pratiques illégales et d'amender les règles sur les temps de repos.

12

Débat sur le Brexit et les autres conclusions du sommet européen

Les députés débattront mercredi matin avec le Président du Conseil, Donald Tusk, des résultats du sommet européen de printemps des 21-22 mars, et notamment du Brexit.

13

Protéger les droits des consommateurs en ligne et hors ligne

De nouvelles règles visant à renforcer les droits des consommateurs et à faciliter le commerce transfrontalier dans l'UE feront l'objet d'un débat et d'un vote mardi.

14

Mieux protéger les travailleurs des substances cancérigènes

Le Parlement votera mercredi pour limiter l'exposition des travailleurs aux substances chimiques dangereuses pour la santé.

16

Contrôle de la gestion du budget de l'UE en 2017

Les députés évalueront la façon dont le budget 2017 de l'UE a été géré lors d'une série de votes mardi.

17

Eau potable: améliorer la qualité de l'eau du robinet et réduire les déchets plastiques

Les députés se prononceront jeudi sur un projet visant à promouvoir l'eau du robinet, plus respectueuse de l'environnement et moins chère que l'eau en bouteille.

18

Encourager les investissements verts dans l'UE

Les députés se prononceront jeudi sur la mise en place de critères homogènes visant à déterminer si une activité économique est durable sur le plan environnemental ou non.

19

Le Parlement s'accordera sur le financement futur des régions et de la cohésion

Les députés devraient adopter mardi les nouvelles règles liées aux fonds visant à renforcer la politique de cohésion économique, sociale et territoriale de l'UE.

20

Action extérieure: plus de fonds pour les droits de l'homme, le développement et le changement climatique

Le financement de l'action extérieure de l'UE devrait soutenir le développement, les objectifs environnementaux et promouvoir la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme.

21

Élargissement: des exigences plus strictes pour le financement de préadhésion

Le financement de l'UE destiné aux pays qui souhaitent rejoindre l'Union européenne doit être distribué de façon équitable et suspendu en cas de violations de l'État de droit. 22

Vote sur le nouveau programme Erasmus+ 2021-2027

Jeudi, les députés voteront le triplement du budget Erasmus+ pour 2021-2027, permettant à davantage de personnes de participer et adaptant les bourses aux besoins des participants. 23

Débat sur les défaillances en matière d'État de droit à Malte et en Slovaquie

La plénière débatera lundi de la situation en matière d'État de droit dans l'UE, notamment à Malte et en Slovaquie. 24

Les députés débattront de la situation en Algérie et en Crimée

Mardi, le Parlement débatera des manifestations récentes en Algérie ainsi que de la situation en Crimée cinq ans après son occupation illégale par la Russie. 25

Situation d'urgence au Venezuela: vote en plénière

Le Parlement adoptera jeudi une résolution sur la situation d'urgence au Venezuela. 26

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent: 27

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2019-03-25>

Newsletter, 25-28 mars 2019

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)
[EP Live: suivre la séance en direct](#)
[Conférences de presse et autres événements](#)
[Centre multimédia](#)
[EP Newshub](#)
[Podcasts thématiques de l'EPRS](#)

Contacts

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 228 40992 (BXL)

☎ (+33) 3881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 88 17 20 97 (STR)

📱 (+32) 471 95 35 11

✉ nicolas.delaleu@europarl.europa.eu

Le Parlement décide de nouvelles règles relatives au droit d'auteur en ligne

L'accord conclu provisoirement en février sur les règles relatives au droit d'auteur sur internet sera mis aux voix en plénière mardi.

Conclu par les négociateurs du Parlement et des États membres après un processus de trois ans, l'accord provisoire vise à garantir que les droits et obligations de la législation relative au droit d'auteur s'appliquent aussi à la sphère numérique. Il donne plus de poids aux créateurs et aux éditeurs de presse dans la négociation des accords de licence avec les plateformes internet telles que YouTube et les agrégateurs d'informations comme Google News ou Facebook. De nombreuses sauvegardes assureront qu'internet demeure également un lieu de liberté d'expression.

L'accord vise aussi à faciliter l'utilisation de matériel protégé par le droit d'auteur pour la recherche effectuée par le biais de la fouille de textes et de données, supprimant ainsi un désavantage compétitif important auquel les chercheurs européens sont actuellement confrontés. Le texte stipule également que les restrictions liées au droit d'auteur ne s'appliqueront pas au contenu utilisé à des fins d'enseignement ou d'illustration.

Débat: mardi 26 mars

Vote: mardi 26 mars

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mardi 26 mars à 15 heures

En savoir plus

[Communiqué de presse suite à l'accord conclu en trilogue \(13.02.2019\)](#)

[FAQ sur la directive relative au droit d'auteur numérique](#)

[Profil du rapporteur Axel Voss \(PPE, DE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Actualité - Droit d'auteur](#)

[Questions-réponses de la Commission européenne suite à l'accord du 13 février](#)

[Produits multimédias - Droit d'auteur](#)

Le Parlement donnera son feu vert à l'interdiction des plastiques jetables

Les députés devraient approuver jeudi l'interdiction des produits plastiques à usage unique comme les assiettes, les couverts, les pailles et les bâtonnets de coton-tige à partir de 2021.

La législation, qui a fait l'objet d'un accord informel avec les ministres de l'UE, fixe un objectif de collecte de 90% pour les bouteilles en plastique d'ici 2029 et un objectif de 25% de contenu recyclé dans les bouteilles en plastique d'ici 2025, puis de 30% d'ici 2030.

En outre, elle renforce le principe du pollueur-payeur, en particulier pour le tabac, en introduisant une responsabilité élargie des producteurs (REP) et un régime de REP pour les engins de pêche afin de garantir que les fabricants, et non les pêcheurs, supportent les coûts de la collecte des filets perdus en mer.

Contexte

Selon la Commission européenne, plus de 80% des déchets marins sont en plastique. Les produits couverts par la législation représentent 70% de l'ensemble des déchets marins. En raison de sa lente décomposition, le plastique s'accumule dans les mers, les océans et sur les plages de l'UE et du monde entier. Les résidus plastiques se retrouvent dans les espèces marines comme les tortues de mer, les phoques, les baleines et les oiseaux, mais aussi dans les poissons et les mollusques, et sont donc présents dans la chaîne alimentaire humaine.

Débat: mercredi 27 mars

Vote: mercredi 27 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Accord provisoire avec le Conseil sur les plastiques à usage unique \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(22.01.2019, en anglais\)](#)

[Profil de la rapporteure Frédérique Ries \(ADLE, BE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Plastiques à usage unique et engins de pêche: réduire les déchets marins \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Les plastiques dans une économie circulaire: opportunités et défis \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Stratégie de l'UE pour les plastiques](#)

Le Parlement votera sur la réduction des émissions de CO2 des voitures

Les projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre des voitures et camionnettes d'ici 2030, déjà définis de manière informelle avec les ministres de l'UE, seront votés mercredi.

Les députés et le Conseil se sont mis d'accord sur un objectif plus élevé (37,5%) que celui proposé par la Commission européenne (30%) pour réduire les émissions des voitures neuves dans l'UE d'ici 2030. La législation fixe également un objectif de réduction des émissions de CO2 pour les nouvelles camionnettes de 31 % d'ici 2030.

Impact social de la transition énergétique

Les constructeurs dont les émissions moyennes à l'échelle de la flotte dépassent les limites devront payer une prime sur les émissions excédentaires. D'ici 2023, la Commission européenne devra évaluer si ces montants pourraient être utilisés pour financer une transition équitable vers une mobilité zéro émission et pour soutenir le développement des compétences des travailleurs dans le secteur automobile.

Débat: mardi 26 mars

Vote: mercredi 27 mars

Procédure: Procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Accord provisoire avec le Conseil \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(22.01.2019\)](#)

[Profil de la rapporteure Miriam Dalli \(S&D, MT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Normes en matière de CO2 pour les voitures et camionnettes neuves \(en anglais\)](#)

[Étude - Les objectifs d'émissions de CO2 pour les voitures et les camionnettes après 2020: le bon niveau d'ambition? \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Emissions des voitures](#)

Vote sur la fin du changement d'heure saisonnier

Mardi, les députés se prononceront sur la proposition visant à mettre un terme au changement d'heure saisonnier à compter de 2021.

Les pays de l'UE qui décident de garder l'heure d'été de façon permanente devront ajuster leurs montres une dernière fois le dernier dimanche de mars 2021, précise le [projet de position du Parlement](#). Les pays qui préfèrent garder l'heure d'hiver pourraient procéder à un ultime changement d'heure le dernier dimanche d'octobre 2021.

Les députés souhaitent par ailleurs que les pays de l'UE se coordonnent pour garantir que le fonctionnement du marché intérieur ne sera pas perturbé.

Contexte

En réponse à une initiative citoyenne, en février 2018, le Parlement [a appelé](#) la Commission à évaluer la directive sur les dispositions relatives à l'heure d'été et, si nécessaire, à présenter une proposition de révision.

Suite à l'évaluation, qui a reçu plus de 4,6 millions de réponses, dont 84% étaient en faveur de la fin du changement d'heure, la Commission a présenté une [proposition](#) qui doit désormais faire l'objet d'un accord entre le Parlement et les ministres de l'UE.

Débat: lundi 25 mars

Vote: mardi 26 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

[Projet de rapport \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(04.03.2019\)](#)

[Profil de la rapporteure Marita Ulvskog \(S&D, SE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Vers la fin du changement d'heure \(novembre 2018, en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Changement d'heure](#)

Vers un marché de l'électricité plus propre et favorable aux consommateurs

De nouvelles règles visant à créer un véritable marché européen de l'électricité plus propre, compétitif et favorable aux consommateurs feront l'objet d'un vote mardi.

Les députés devraient adopter mardi quatre législations liées au marché européen de l'électricité, achevant ainsi le [paquet "Énergie propre pour tous les Européens"](#).

L'un des principaux objectifs de ces nouvelles règles est de faire tomber les obstacles au commerce transfrontalier de l'électricité, en facilitant le commerce transfrontalier d'énergies renouvelables et en soutenant ainsi les efforts de l'UE pour atteindre l'objectif de 32% d'énergies renouvelables d'ici 2030.

Les centrales à charbon les plus polluantes d'Europe ne recevront plus d'aide de l'État pour rester en stand-by en cas de pic de la demande d'électricité (par exemple en cas d'hiver particulièrement rigoureux).

Compteurs intelligents, tarification dynamique et changement de fournisseurs

Par ailleurs, les nouvelles législations s'efforcent de rendre le marché européen de l'électricité plus compétitif et favorable aux consommateurs, en offrant l'accès à des compteurs intelligents et à une tarification dynamique, et en permettant de changer sans frais de fournisseur d'électricité en moins de trois semaines (en moins de 24 heures à partir de 2026).

Enfin, pour mieux protéger les citoyens européens des coupures soudaines d'électricité, la préparation aux risques sera améliorée et davantage de tâches et de pouvoirs seront octroyés à l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie (ACER) afin de mieux réguler le marché européen de l'électricité.

Débat: lundi 25 mars

Vote: mardi 26 mars

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

[Communiqué de presse après les votes en commission de l'industrie](#)

[Accord provisoire sur le marché intérieur de l'électricité, refonte \(règlement, en anglais\)](#)

[Fiche de procédure - Marché intérieur de l'électricité, refonte \(règlement\)](#)

[Service de recherche du PE - Marché intérieur de l'électricité \(règlement, en anglais\)](#)

[Fiche de procédure - Règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, refonte \(directive\)](#)

[Accord provisoire sur les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, refonte \(directive, en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Règles communes pour le marché intérieur de l'électricité \(directive, en anglais\)](#)

[Fiche de procédure - Préparation aux risques dans le secteur de l'électricité](#)

[Accord provisoire sur la préparation aux risques dans le secteur de l'électricité \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Préparation aux risques dans le secteur de l'électricité \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure - ACER](#)

[Accord provisoire sur l'ACER \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - ACER \(en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Jerzy Buzek \(PPE, PL\)](#)

[Profil du rapporteur Flavio Zanonato \(S&D, IT\)](#)

[Profil du rapporteur Morten Helveg Petersen \(ADLE, DK\)](#)

[Produits multimédias - Union de l'énergie](#)

Vote sur des réformes en profondeur pour lutter contre les crimes financiers et fiscaux

Suite à divers scandales de plusieurs milliards d'euros, le PE devrait adopter mardi une feuille de route détaillée pour réorganiser la fiscalité et lutter contre la criminalité financière.

Le rapport de 70 pages résultant d'une année de travail de la commission spéciale sur la criminalité financière, l'évasion fiscale et la fraude fiscale appelle à une amélioration de la coopération entre les autorités nationales dans tous les domaines liés à la finance et à la fiscalité, à une nouvelle législation, à la mise en place de nouveaux organes aux niveaux européen et mondial tels qu'une force de police financière de l'UE et un organe européen de surveillance en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux.

Le rapport pointe également du doigt sept États membres (Belgique, Chypre, Hongrie, Irlande, Luxembourg, Malte et Pays-Bas) se comportant potentiellement comme des paradis fiscaux et appelle à mettre un terme aux dispositifs de visas dorés.

Contexte

La commission spéciale a été créée en mars 2018 suite à diverses révélations ces cinq dernières années (Lux Leaks, Panama Papers, Football Leaks et Paradise Papers). Elle a organisé 18 auditions, 10 échanges de vues avec des ministres des finances et des commissaires européens et quatre missions d'information (aux États-Unis, sur l'île de Man, au Danemark et en Estonie, et en Lettonie).

Débat: lundi 25 mars

Vote: mardi 26 mars

Procédure: résolution non législative

Conférence de presse: mardi 26 mars à 15h30

En savoir plus

[Projet de rapport \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(27.02.2019\)](#)

[Profil du co-rapporteur Luděk Niedermayer \(PPE, CZ\)](#)

[Profil du co-rapporteur Jeppe Kofod \(S&D, DK\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Documents liés au travail de la commission spéciale](#)

[Produits multimédias - Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales](#)

Le Parlement adoptera sa position sur la réforme du secteur du transport routier

Mercredi, les députés voteront sur la modification des règles sur le détachement des conducteurs afin de lutter contre les pratiques illégales et d'amender les règles sur les temps de repos.

Les propositions de réforme visent à améliorer l'application des règles dans le secteur du transport routier afin de mieux lutter contre les pratiques illégales, telles que le recours à des sociétés boîtes aux lettres ou les opérations dans les marchés nationaux au-delà des limites existantes.

Elles définiront également pour quelles opérations de transport les règles relatives au détachement des travailleurs, comme celles concernant le salaire minimum, devraient s'appliquer, et modifieront les règles relatives au repos des conducteurs.

Débat: mercredi 27 mars

Vote: mercredi 27 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

[Projet de rapport - Détachement des travailleurs dans le secteur du transport routier](#)

[Projet de rapport - Temps de repos des conducteurs](#)

[Projet de rapport - Accès au marché du transport routier de marchandises](#)

[Paquet mobilité - Rapporteuse, fiches de procédure et communiqués de presse](#)

[Produits multimédias - Mobilité](#)

Débat sur le Brexit et les autres conclusions du sommet européen

Les députés débattront mercredi matin avec le Président du Conseil, Donald Tusk, des résultats du sommet européen de printemps des 21-22 mars, et notamment du Brexit.

Les dirigeants européens se réunissent les 21 et 22 mars pour le sommet de printemps. Au programme: le Brexit (format UE-27); le renforcement de l'économie européenne, le changement climatique, le prochain sommet avec la Chine et la lutte contre la désinformation (format UE-28).

Débat: mercredi 27 mars

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour du Conseil européen des 21-22 mars 2019](#)

[Produits multimédias - Conseil européen des 21-22 mars](#)

Protéger les droits des consommateurs en ligne et hors ligne

De nouvelles règles visant à renforcer les droits des consommateurs et à faciliter le commerce transfrontalier dans l'UE feront l'objet d'un débat et d'un vote mardi.

Les deux directives ayant fait l'objet d'un accord provisoire entre les négociateurs du Parlement et du Conseil - relatives au [contenu numérique](#) et à la [vente de biens](#) - s'inscrivent dans la stratégie relative au marché unique numérique, qui vise à garantir un meilleur accès des consommateurs et des entreprises aux biens et services en ligne dans toute l'Europe. La nouvelle législation harmonise les droits contractuels clés, tels que les voies de recours dont disposent les consommateurs.

Directive relative au contenu numérique

Grâce à ces toutes premières règles européennes sur le contenu numérique, les consommateurs qui achètent ou téléchargent de la musique, des applications, des jeux ou qui utilisent les services d'informatique en nuage seront mieux protégés si le vendeur ne fournit pas le contenu ou le service numérique ou s'il fournit un produit ou service défectueux. Ces droits de protection des consommateurs s'appliqueront de façon identique aux consommateurs qui fournissent des données en échange d'un tel contenu ou service qu'aux consommateurs qui paient pour le contenu ou le service.

Directive relative à la vente des biens

La directive sur la vente des biens s'applique à la fois à la vente en ligne et hors ligne (en face-à-face), c'est-à-dire au consommateur qui achète un équipement électroménager, un jouet ou un ordinateur via internet ou dans un magasin au coin de sa rue. Les biens disposant d'éléments numériques (réfrigérateurs intelligents, smartphones, télévisions, montres connectées...) sont également couverts par cette directive.

Débat: mardi 26 mars

Vote: mardi 26 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Texte de l'accord provisoire sur le contenu numérique \(en anglais\)](#)

[Texte de l'accord provisoire sur la vente de biens \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse sur le contenu numérique](#)

[Communiqué de presse sur la vente de biens](#)

[Profil de la rapporteure de la commission du marché intérieur, Evelyne Gebhardt \(S&D, DE\) - Contenu numérique](#)

[Profil du rapporteur de la commission des affaires juridiques, Axel Voss \(PPE, DE\) - Contenu numérique](#)

[Profil du rapporteur de la commission du marché intérieur, Pascal Arimont \(PPE, BE\) - Vente de biens](#)

[Produits multimédias](#)

Mieux protéger les travailleurs des substances cancérigènes

Le Parlement votera mercredi pour limiter l'exposition des travailleurs aux substances chimiques dangereuses pour la santé.

La nouvelle législation ayant fait l'objet d'un [accord avec le Conseil](#) en janvier améliorera les conditions de travail et la santé au travail en ajoutant des valeurs limites d'exposition pour cinq agents chimiques utilisés dans un grand nombre de domaines, notamment la fabrication d'accumulateurs nickel-cadmium, la fusion du cuivre et du zinc, les laboratoires, l'électronique, le funéraire et l'embaumement, la construction, la santé (services de biologie médicale et salles d'autopsie), les secteurs du plastique et du recyclage.

Contexte

La troisième révision de la [directive sur les agents cancérigènes et mutagènes](#) ajoute le cadmium, le béryllium, l'acide arsénique, le formaldéhyde et le 4,4'-méthylènebis (2-chloroaniline) ou MOCA à la liste des substances dangereuses. Selon la [Commission européenne](#), les nouvelles règles amélioreront les conditions de travail de plus d'un millions de travailleurs dans l'UE et empêcheront plus de 22 000 cas de maladies liées au travail.

Vote: mercredi 27 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, vote final

En savoir plus

[Projet de rapport](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(29.01.2019, en anglais\)](#)

[Profil de la rapporteure Laura Agea \(EFDD, IT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Limites d'exposition aux substances cancérigènes et mutagènes au travail: troisième proposition](#)

[Produits multimédias](#)

Contrôle de la gestion du budget de l'UE en 2017

Les députés évalueront la façon dont le budget 2017 de l'UE a été géré lors d'une série de votes mardi.

Le Parlement se prononcera sur 53 rapports de décharge couvrant chaque institution de l'UE, ainsi que les agences, les entreprises communes et le Fonds européen de développement.

La commission du contrôle budgétaire a approuvé la gestion du budget de chaque institution à l'exception du [Conseil et du Bureau européen d'appui en matière d'asile](#). Les députés de la commission ont donné leur [feu vert à la Commission européenne](#) qui gère l'essentiel des dépenses de l'UE.

Tout en saluant la diminution constante des taux d'erreur dans les paiements de l'UE, les députés s'inquiètent entre autres des défaillances dans les marchés publics en Hongrie et en Slovaquie, du [conflit d'intérêt du Premier ministre tchèque](#) et de la répartition des paiements liés à l'agriculture dans plusieurs États membres.

Contexte

La décharge représente l'approbation finale de l'exécution du budget pour une année donnée. Le Parlement européen peut octroyer, ajourner ou refuser la décharge. Si la décharge est ajournée, le Parlement peut demander à l'institution concernée de fournir des informations supplémentaires avant un vote sur la décision finale dans le courant de l'année. L'octroi de la décharge clôture un exercice budgétaire déterminé.

Débat: mardi 26 mars

Vote: mardi 26 mars

Procédure: décharge

Conférence de presse: mardi 26 mars à 18 heures, en présence de la rapporteure Inés Ayala Sender

En savoir plus

[Fiches de procédure \(53 rapports\)](#)

[Produits multimédias](#)

Eau potable: améliorer la qualité de l'eau du robinet et réduire les déchets plastiques

Les députés se prononceront jeudi sur un projet visant à promouvoir l'eau du robinet, plus respectueuse de l'environnement et moins chère que l'eau en bouteille.

Augmenter la confiance dans la qualité de l'eau du robinet pour un usage domestique pourrait aider les ménages à économiser de l'argent et à réduire le gaspillage de plastique. La législation durcit les limites maximales pour certains polluants tels que le plomb (à réduire de moitié), les bactéries nocives et introduit de nouveaux plafonds pour certains perturbateurs endocriniens. Elle place également sous surveillance les niveaux de microplastiques.

Les États membres seront encouragés à prendre des mesures pour assurer l'accès universel à l'eau potable dans l'UE et améliorer l'accès à l'eau dans les villes et les lieux publics.

Contexte

Avec le vote de jeudi, le Parlement clôturera sa première lecture, après avoir arrêté sa position en octobre dernier. Toutefois, les ministres de l'UE ne sont pas parvenus à arrêter leur propre position à temps pour ouvrir les négociations avant la fin de la législature.

Débat: mercredi 27 mars

Vote : jeudi 28 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

[Rapport sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine](#)

[Communiqué de presse sur le vote en plénière \(23.10.2018\)](#)

[Profil du rapporteur Michel Dantin \(PPE, FR\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Révision de la directive sur l'eau potable \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Qualité de l'eau](#)

Encourager les investissements verts dans l'UE

Les députés se prononceront jeudi sur la mise en place de critères homogènes visant à déterminer si une activité économique est durable sur le plan environnemental ou non.

L'objectif de la législation est de progressivement développer une taxonomie européenne des activités durables en matière de changement climatique, sur le plan environnemental et social, afin de fournir aux acteurs économiques et aux investisseurs davantage de clarté sur les activités considérées comme durables, et donc de leur permettre de prendre des décisions plus éclairées.

Contexte

Le règlement fait partie du [paquet de trois mesures](#) présenté par la Commission européenne en mai 2018 dans le cadre du suivi de son [plan d'action sur le financement durable](#).

Débat: jeudi 28 mars

Vote: jeudi 28 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

[Projet de rapport \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(12.03.2019\)](#)

[Profil du co-rapporteur Bas Eickhout \(Verts/ALE, NL\)](#)

[Profil de la co-rapporteuse Sirpa Pietikäinen \(PPE, FI\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

Le Parlement s'accordera sur le financement futur des régions et de la cohésion

Les députés devraient adopter mardi les nouvelles règles liées aux fonds visant à renforcer la politique de cohésion économique, sociale et territoriale de l'UE.

Les règles mises à jour, qui s'appliqueront durant la période 2021-2027 au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion, couvriront toutes les régions, avec une attention particulière portée aux communautés les moins développées, aux régions urbaines et ultrapériphériques.

Les députés devraient s'accorder pour dépenser une part importante du Fonds européen de développement régional, de loin le fonds public de l'UE le mieux doté, pour la croissance intelligente et l'économie verte. Le projet de texte précise que les régions devraient dépenser au moins 30 à 50% du financement perçu pour une Europe intelligente et innovante, et au moins 30% pour la lutte contre le changement climatique et pour l'économie circulaire. Le Fonds de cohésion devraient continuer à se concentrer sur l'investissement dans les infrastructures environnementales et de transport.

Débat: mardi 26 mars

Vote: mercredi 27 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

[Projet de résolution](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(14.02.2019\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil du rapporteur Andrea Cozzolino \(S&D, IT\)](#)

[Commission du développement régional](#)

[Ce que l'Europe fait pour moi](#)

[Produits multimédias](#)

Action extérieure: plus de fonds pour les droits de l'homme, le développement et le changement climatique

Le financement de l'action extérieure de l'UE devrait soutenir le développement, les objectifs environnementaux et promouvoir la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme.

Mercredi, le Parlement devrait adopter sa position sur la proposition [d'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale](#).

Ce nouvel instrument financier, une fois un accord trouvé entre le Parlement et les ministres de l'UE, sera utilisé pour distribuer une grande partie des des fonds dédiés à l'action extérieure de l'UE, avec un budget proposé de 93,15 milliards d'euros en prix courants pour la période 2021-2027, soit une augmentation de près de quatre milliards d'euros par rapport à la proposition de la Commission européenne.

Une fois entré en vigueur, il s'agira du principal outil de l'UE favorisant la coopération avec les pays tiers du voisinage et au-delà, et mettant en œuvre les engagements internationaux découlant des objectifs de développement durable 2013 et de l'accord de Paris sur le changement climatique.

Débat: mardi 26 mars

Vote: mercredi 27 mars

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(04.03.2019\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Étude - Le Parlement européen et les nouveaux instruments de financement de l'action extérieure \(novembre 2018, en anglais\)](#)

[Profil du co-rapporteur Frank Engel \(PPE, LU\)](#)

[Profil du co-rapporteur Cristian Dan Preda \(PPE, RO\)](#)

[Profil du co-rapporteur Pier Antonio Panzieri \(S&D, IT\)](#)

[Profil du co-rapporteur Charles Goerens \(ADLE, LU\)](#)

[Produits multimédias](#)

Élargissement: des exigences plus strictes pour le financement de préadhésion

Le financement de l'UE destiné aux pays qui souhaitent rejoindre l'Union européenne doit être distribué de façon équitable et suspendu en cas de violations de l'État de droit.

Le Parlement européen devrait adopter mercredi sa position sur le troisième instrument d'aide de préadhésion (IAP III). Les fonds de préadhésion aident les pays souhaitant rejoindre l'UE à réformer leurs systèmes politique, économique et juridique afin de se préparer à une possible adhésion.

Les députés de la commission des affaires étrangères avaient proposé d'allouer 14,66 milliards d'euros en prix courants à ce nouvel instrument (2021-2027).

Contexte

L'IPA est un programme européen destiné aux pays souhaitant rejoindre l'UE, créé pour la période programmatique 2007-2013, et ayant remplacé plusieurs anciens programmes d'aides de préadhésion.

Débat: mardi 26 mars

Vote: mercredi 27 mars

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(04.02.2019, en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil du co-rapporteur José Ignacio Salafranca Sánchez-Nevra \(PPE, ES\)](#)

[Profil du co-rapporteur Knut Fleckenstein \(S&D, DE\)](#)

[Produits multimédias](#)

Vote sur le nouveau programme Erasmus+ 2021-2027

Jeudi, les députés voteront le triplement du budget Erasmus+ pour 2021-2027, permettant à davantage de personnes de participer et adaptant les bourses aux besoins des participants.

Le Parlement se concentre sur les personnes les moins favorisées, en proposant un certain nombre de mesures visant à lever les obstacles économiques, sociaux et culturels et à permettre à plus de personnes de participer aux différents programmes de mobilité à des fins d'apprentissage. Ces mesures pourraient inclure l'adaptation des niveaux de financement aux besoins des participants, une révision et un ajustement réguliers des coûts de la vie et de subsistance ainsi que la simplification des procédures d'inscription.

Les députés proposent également la possibilité pour les auxiliaires de puériculture et les éducateurs de jeunes enfants, les jeunes athlètes et les entraîneurs sportifs de participer à des programmes de mobilité (ce qui n'était pas possible dans le programme actuel).

Débat: jeudi 28 mars

Vote: jeudi 28 mars

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

[Projet de résolution](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(20.02.2019\)](#)

[Profil du rapporteur Milan Zver \(PPE, SI\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias - Erasmus+](#)

Débat sur les défaillances en matière d'État de droit à Malte et en Slovaquie

La plénière débattera lundi de la situation en matière d'État de droit dans l'UE, notamment à Malte et en Slovaquie.

Les conclusions du [groupe de travail](#) mis en place au sein de la commission des libertés civiles afin de surveiller la situation en matière d'État de droit dans l'UE stipulent que la démocratie est menacée à Malte et en Slovaquie. Elles dénoncent les efforts de certains États membres visant à affaiblir l'État de droit, la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice. Le texte souligne également "l'effet dissuasif sur les journalistes" dans toute l'UE des assassinats de Mme Caruana Galizia, de M. Kuciak et de Mme Kušnírová.

Une résolution sera mise aux voix en plénière en avril.

Débat: lundi 25 mars

Vote: avril

Procédure: question orale à la Commission et au Conseil, avec résolution

En savoir plus

[Rapport de la délégation ad hoc à Malte \(30 novembre-1er décembre 2017, en anglais\)](#)

[Rapport de la délégation ad hoc en Slovaquie \(7-9 mars 2018, en anglais\)](#)

[Rapport de la délégation ad hoc en Slovaquie et à Malte \(17-20 septembre 2018, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Les députés débattront de la situation en Algérie et en Crimée

Mardi, le Parlement débattrra des manifestations récentes en Algérie ainsi que de la situation en Crimée cinq ans après son occupation illégale par la Russie.

Cette semaine, des milliers de manifestants sont à nouveau descendus dans les rues en Algérie, appelant le Président Abdelaziz Bouteflika à démissionner. Les manifestations, qui appellent également à plus de démocratie, ont débuté un peu plus tôt cette année lorsque M. Bouteflika a annoncé vouloir se présenter pour un cinquième mandat malgré sa santé défaillante.

Les députés débattront également de la situation actuelle en Crimée. Cinq ans après l'annexion de la péninsule par la Russie, aucune solution politique à la crise diplomatique n'est actuellement à l'étude.

L'occupation illégale de la Crimée et la déstabilisation délibérée orchestrée par la Russie en Ukraine sont les principales raisons ayant entraîné les sanctions actuelles de l'UE à l'encontre de la Russie.

Débat: mardi 26 mars

Procédure: déclaration de la VP/HR

En savoir plus

[Produits multimédias](#)

Situation d'urgence au Venezuela: vote en plénière

Le Parlement adoptera jeudi une résolution sur la situation d'urgence au Venezuela.

Les députés examineront les derniers événements relatifs à la crise politique, économique et financière au Venezuela, notamment la panne électrique qui a plongé le pays dans le noir durant plusieurs jours.

Il s'agira de la deuxième résolution adoptée en plénière sur le Venezuela cette année, après celle du 31 janvier dans laquelle [le Parlement reconnaissait Juan Guaidó comme Président par intérim](#) et appelait l'UE à faire de même.

Débat: mardi 12 mars

Vote: jeudi 28 mars

Procédure: déclaration de la HR/VP, suivie d'une résolution non législative

En savoir plus

[Produits multimédias - UE-Venezuela](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Droits fondamentaux des personnes d'origine africaine, résolution, vote mardi;
- Établissement du programme "Europe créative" (2021-2027), Costa, vote jeudi;
- Exemption de visa - Kosovo, Fajon, vote jeudi;
- Interopérabilité des systèmes d'information de l'UE, Melo/Lenaers, vote jeudi;
- Accord cadre institutionnel UE-Suisse, Frunzulica, vote mardi;
- Prestataires européens de services de financement participatif, Fox, vote mercredi;
- Règlement délégué établissant le Fonds "Asile, migration et intégration", vote mercredi;
- Objection établissant, dans le cadre du Fonds pour la sécurité intérieure, l'instrument de soutien financier dans le domaine des frontières extérieures et des visas, vote mercredi;
- Délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité, Delli, vote mardi;
- Recours collectifs pour la protection des intérêts collectifs des consommateurs, Didier, débat lundi, vote mardi;
- Étiquetage des pneumatiques en relation avec l'efficacité en carburant et d'autres paramètres essentiels, Boni, débat lundi, vote mardi; et
- Marché des fertilisants porteurs du marquage CE, Turcanu, débat mercredi, vote jeudi.